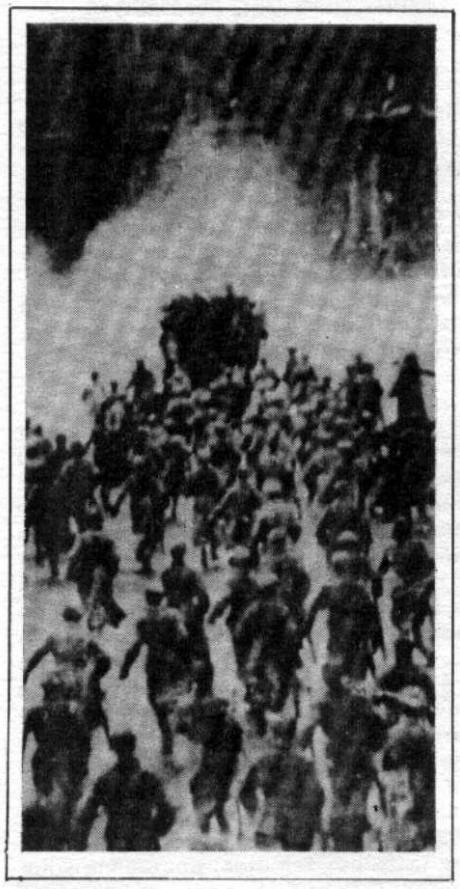
Rebelles

HISTOIRE

Nous aborderons dans ce numéro 8 de Rebelles l'insurrection prolétarienne d'octobre 1917 en Russie, sous l'angle des enseignements que l'on peut tirer de l'histoire.
L'importance du sujet nous interdit de le traiter ainsi en détails ; aussi avons-nous choisi de plutôt insister sur un aspect de cet évènement, et non des moindres : en quoi l'insurrection prolétarienne était-elle indispensable, était-elle la seule solution possible pour venir à bout des différentes fractions de la bourgeoisie russe, et à quelles luttes cela a donné lieu.

Il y a 60 ans,

La révolution bolchévique Octobre 1917



Avril 1917. La Russie connaît alors cette situation de «double pouvoir», issue de la révolution démocratique bourgeoise de mars 1917 ; commencée en janvier 1917 par un puissant mouvement de grève, dont le caractère insurrectionnel s'affirme à partir du 10 mars — 200 000 grévistes à Pétrograd affrontements entre la police, l'armée d'une part, et le peuple armé de l'autre —, et débouche le 12 mars sur la création d'un Soviet de Pétrograd. Des Soviets se créeront à partir du 14 mars dans d'autres villes comme Samasa, Saratov et surtout Moscou — dont le comité exécutif provisoire comprend deux menchéviks, deux bolchéviks, trois socialistes-révolutionnaires, et trois députés, dont Kerenski mais qui est, globalement dominé par les menchéviks ; mais cette révolution débouche parallèlement sur la mise en place, le 14 mars, d'un gouvernement provisoire, auquel participe, entre autre, Kerenski, au ministère de la Justice.

Double pouvoir, parce que le gouvernement provisoire et la Douma forment bien un instrument de gouvernement, d'oppression au service de la bourgeoisie, fort semblable à l'appareil tsariste, mais qu'à côté, ces soviets — dans lesquels l'influence des bolchéviks est restée faible jusqu'en mai 1917 — représentent, pour Lénine *«l'initiative des masses populaires, initiative directe, locale, venant d'en bas»*, c'est-à-dire très précisément, un début d'organisation du pouvoir populaire : où *«la police et l'armée, institutions séparées du peuple et opposées au peuple, sont remplacées par l'armement direct du peuple tout entier...»* • *«Par leur rôle, par le type d'Etat qu'ils inaugurent, les soviets des députés ouvriers sont précisément les institutions de cette démocratie».*

Que l'existence de ces Soviets représentent un pas en avant considérable dans la démocratie d'une part et dans l'expérience du peuple russe d'autre part, cela est indéniable ; mais en même temps, que cette situation ne soit que provisoire, où ce gouvernement bourgeois avait en fait l'essentiel du pouvoir — possédant une police bien à lui, assez peu différente de la police tsariste, une armée, bien qu'elle n'en contrôle plus qu'une partie de plus en plus restreinte, et enfin tous les organes de direction (ministères) et l'appareil administratif (poste...), ceci doit être souligné afin de ne pas avoir une vision trop «égalitaire», trop «équilibrée» de ce qu'on a appelé «double pouvoir». La bourgeoisie du gouvernement provisoire accepte cette situation pour deux raisons principales et contradictoires : la première, c'est que cette révolution a bien été menée par les masses, descendues dans la rue, et qui ont imposé leur mouvement, leurs revendications et leur organisation à la bourgeoisie ; mais la deuxième, c'est que ces Soviets, et notamment le Soviet de Pétrograd, dominé par les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, militairement puissant — une grande partie de l'armée insurgée, et des milices ouvrières-, et appuyé par les masses, s'est incliné devant la Douma et le gouvernement provisoire, veut coopérer avec eux, en créant notamment une «commission de contact» : cette situation de «double pouvoir» n'est donc possible que parce que la bourgeoisie au pouvoir n'est pas — du moins au début du gouvernement provisoire — directement menacée dans ses fondements, ce n'est pas encore le pouvoir des ouvriers et des paysans en Russie.

Quelle est, à ce moment, la position de Lénine ? Dès le 19 mars 1917, il envoie de Suède où il s'est exilé un télégramme qui indique :

«Notre tactique : méfiance absolue, Kerenski surtout soupçonnons-armement prolétariat seule garantie-élection immédiate Douma de Pétrograd-aucun rapprochement entre partis».

On trouve déjà dans cette brève analyse de la situation, les éléments principaux de la tactique des bolchéviks : on peut utiliser au maximum les possibilités légales pour développer et consolider les acquis de cette première révolution pour les masses, sans pour cela s'illusionner sur la nature de ces différents parlements, en face desquels la seule garantie reste la vigilance du prolétariat en armes. La définition de la partie légale du travail du parti bolchévik sera précisée dans la deuxième des Thèses d'Avril (cf encart), présentées aux bolchéviks le 16 avril, lors du retour de Lénine en Russie ; c'est également dans cette deuxième thèse que Lénine insiste sur le fait que le parti bolchévik est alors une «minorité» et une «faible minorité», qu'une tâche importante est, dès lors, de le renforcer ; et, «aussi longtemps qu'aucune violence n'est exercée sur les masses», de le renforcer en conquérant la majorité dans les Soviets.

Les déclarations de Lénine aux lendemains de la révolution de mars 17, nous indiquent très clairement que dès cette époque, par-delà cette situation confuse, par-delà les troubles et les hésitations qui ont pu exister au sein même du parti bolchévik, Lenine s'est fixé une tâche dont il ne se départira pas une seconde jusqu'à son accomplissement : la révolution prolétarienne et l'instauration du socialisme en Russie.

Arrivés à ce point, il est nécessaire d'examiner quelle conception avait Lénine de l'insurrection révolutionnaire.

Lénine indique clairement -le 8 octobre 1917, dans *Les conseils d'un absent*- qu'à un moment donné *«l'insurrection armée est une forme particulière de la lutte politique»*, qu'elle n'est *que* cela, mais qu'elle est en même temps synonyme de «pouvoir aux Soviets» : *«Renoncer maintenant à l'insurrection armée signifierait renoncer au mot d'ordre essentiel du bolchévisme (tout le pouvoir aux Soviets) et à l'internationalisme révolutionnaire prolétarien dans son ensemble»*. Mais cette insurrection ne peut être uniquement l'œuvre d'une poignée de révolutionnaires *à côté* du «mouvement ouvrier» : lorsque Lénine précise cela, il vise plus particulièrement des groupes d'intellectuels révolutionnaires qui, dès la fin du 19e siècle, inscrivent à leur programme «le terrorisme», lui fixant deux objectifs principaux : l'«intimidation» vis-à vis du gouvernement, et la «stimulation» du mouvement ouvrier.

De ces «deux perspectives» ces intellectuels révolutionnaires abandonneront assez rapidement — entre la fin du 19e siècle, et le début du 20e siècle — la première : se fixer pour tâche d'«intimider» et même de désorganiser le gouvernement par des actes terroristes n'aboutit qu'à une impasse tant que ce terrorisme est conçu comme axe central et déterminant, et surtout tant qu'il se développe *à côté* du mouvement ouvrier ; il semble par contre, que le terrorisme *«comme moyen d'exciter le mouvement ouvrier»*, ait suscité plus longtemps l'intérêt de ces groupes d'intellectuels révolutionnaires ; là, plus nettement encore que dans la première «perspective», est nié ce que Lénine considère comme une *«de nos tâches urgentes : l'éducation de l'activité révolutionnaire des masses»* ; et Lénine poursuit la critique de cette vision du rôle des masses en se demandant : *«Y aurait-il si peu de ces faits scandaleux dans la vie russe qu'il faille inventer des moyens d'excitation spéciaux ? D'autre part, il est évident que ceux qui ne sont pas excités ni excitables même par l'arbitraire russe, observeront également, «en se fourrant les doigts dans le nez», le duel du gouvernement avec une poignée de terroristes»*. Bien au contraire, Lénine, constatant la grande révolte des masses ouvrières, remarque que *«nous ne savons pas* (la) *recueillir»* et la réunir *«en un seul torrent gigantesque»*.

Ce que Lénine reproche donc principalement à ces gens-là, c'est da sous-estimer l'activité révolutionnaire des masses, qui venait pourtant de faire une démonstration éclatante de sa vigueur, au cours des grandes manifestations de rue du printemps 1901.

Et ce que Lénine développe en contre-partie, c'est la conception du parti bolchévik, qui est bien formé des éléments les plus conscients, parmi les ouvriers, les soldats et les paysans, c'est la définition du prolétariat comme *«avant-garde de toutes les forces révolutionnaires», «détachement avancé»*, à condition — et cette condition, pour Lénine, démarquait *«la politique bourgeoise dans la classe ouvrière de la politique révolutionnaire du parti bolchévik-que tous les autres détachements se rendent compte et soient obligés de reconnaître que nous marchons en tête»*.

Octobre 1917 bolchévique

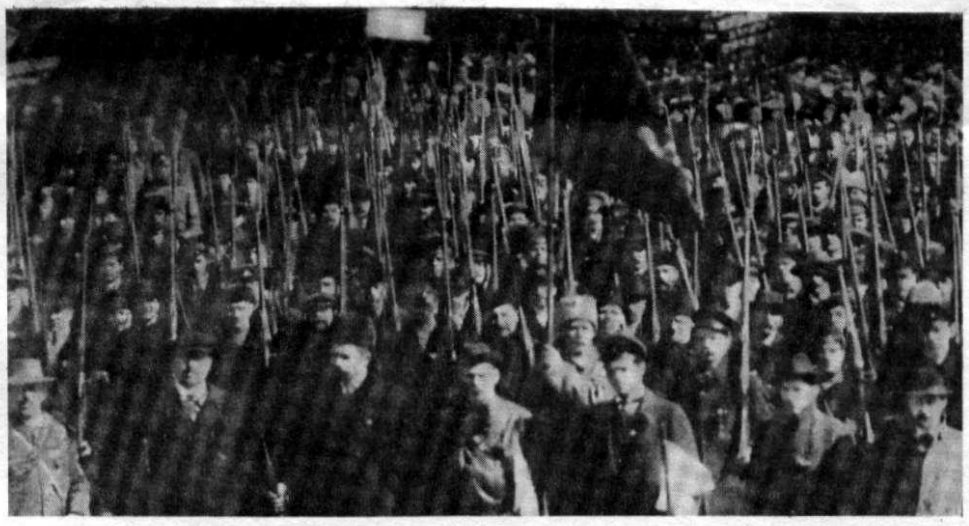
Il y a 60 ans, La révolution

Le 19 mai est formé le premier gouvernement de coalition, qui comprend à la fois des membres du Soviet de Pétrograd — trois socialistes-révolutionnaires, deux menchéviks et un socialiste de gauche —, et des membres du gouvernement provisoire, dont le président, le prince Lvov.

C'est à ce moment-là que Lénine, insistant sur les possibilités de développement légal des forces bolchéviques, mettait en garde ceux qui voudraient répéter *«stupidement une formule apprise par cœur au lieu d'étudier ce qu'il y avait d'original dans la réalité nouvelle, vivante»*.

C'est ainsi que les bolchéviks gagnent du terrain dans les Soviets ouvriers de Pétrograd — ils représentent, à la mi-mai, environ le tiers des ouvriers de la capitale-, progressent dans d'autres grandes villes comme Moscou, en province, ainsi que dans les Soviets paysans et à l'armée ; tandis qu'augmente rapidement l'influence des bolchéviks —ils sont majoritaires à la mi-juillet dans les Soviets ouvriers des faubourgs de Pétrograd-, tandis que se poursuit *«l'armement du prolétariat»* préconisé par Lénine dès mars 1917 — utilisation des milices créées par le pouvoir, ou formation des premiers détachements de la Garde Rouge —, la situation des masses continue à se dégrader : les prix augmentent, la production diminue (40% pour la métallurgie depuis février 1917, 20% pour les textiles), les problèmes de ravitaillement s'accroissent, et le chômage se développe, par suite de fermetures successives d'entreprises.

Dans le même temps, le gouvernement provisoire, qui sent sont pouvoir lui échapper, apparaît sous son véritable jour : le 1er août Kerenski, devenu président du Conseil, nomme Kornilov —officier ultra-réactionnaire— général en chef, rétablit la peine de mort et les conseils de guerre sur le front, rétablit la censure et l'ancienne procédure répressive par «voie administrative», tandis que menchéviks et socialistes-révolutionnaires envisagent des concessions d'aspect secondaire et des négociations sur la question des nationalités.



L'armement du prolétariat : les bataillons ouvriers

Des affrontements sanglants ont lieu entre les cosaques et les junkers, (élèves des écoles militaires) d'une part, et le peuple qui manifeste d'autre part, le siège du parti bolchévik est occupé par l'armée.

Et c'est le 8 août que le VIe congrès du parti bolchévik s'ouvre ; ce congrès constate tout d'abord l'avancée très importante du Parti bolchévik en très peu de temps (80 000 membres en avril 1917, 240 000 en août 1917, au moment du congrès). Mais surtout ce congrès constate l'évolution extrêmement rapide de la situation : en mai-juin, elle permettait encore un développement pacifique de la Révolution ; mais en juillet-août (affrontements avec les organes de répression du pouvoir bourgeois, mesures dictatoriales de Kerenski, soutien des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires à ces mesures répressives), la situation est bouleversée en un laps de temps très court, on est arrivé au moment de l'affrontement décisif entre les forces de la bourgeoisie et le prolétariat en armes : le moment est propice, mais si Lénine insiste tant sur la nécessité d'agir immédiatement, c'est que plusieurs dangers menacent la Révolution : une tentative de coup d'Etat militaire — bien qu'une précédente tentative, menée entre autre par le général Kornilov, ait échoué en septembre 1917, du fait de la détermination des bolchéviks, de la fraternisation de nombreux soldats avec les bolchéviks, et de contradictions apparues au sein de la bourgeoisie —, une offensive des Allemands, à laquelle l'armée russe, désorganisée, n'opposerait qu'une faible résistance, ou même, une paix entre les alliés et les Allemands, laissant les mains libres aux alliés notamment pour lancer une offensive contre-révolutionnaire. De tels dangers sont pressants, aussi Lénine insiste-t-il pour que le Comité central prenne au plus vite la décision de déclencher l'insurrection armée. Mais il doit d'abord convaincre l'ensemble du Comité central de l'urgence de cette décision : cela prendra trois semaines, et le 23 octobre a lieu la réunion décisive à l'issue de laquelle une résolution est votée : *«Reconnaissant que l'insurrection est inévitable et complètement mûre, le Comité central engage toutes les organisations du Parti à discuter et à trancher toutes les questions d'ordre pratique en s'inspirant de cette considération»*. Seuls Kamenev et Zinoviev voteront contre cette résolution.

Dans les 15 jours qui suivent, jusqu'au 6-7 novembre, date fixée pour le déclenchement de l'insurrection, la garnison de Pétrograd, ralliée à la Révolution, et les Gardes rouge, commencent à occuper les ponts, occupent le télégraphe et la gare de Finlande, coupent les lignes téléphoniques du Palais d'Hiver, tandis que les unités de l'armée continuent à se rallier aux bolchéviks.

A partir de minuit — le 6 novembre — Lénine dirige en personne la marche de l'insurrection, avec Staline et Sverdlov.

Dans la nuit, les gares, la poste centrale, la banque d'Etat, la société électrique sont occupées par les bolchéviks.

A 14 h 35, alors que le Palais d'Hiver, gardé par les Junkers et les cosaques, est le seul à ne pas être occupé par l'insurrection, s'ouvre la séance du Soviet de Pétrograd, au cours duquel Lénine proclamera la réalisation de *«la Révolution des ouvriers et des paysans»*, et tracera le programme de la Révolution victorieuse.

Le Congrès des Soviets, ouvert à 22 h 45, se donne un bureau à majorité bolchévique, à 2 h 10, les combats pour la prise du Palais d'Hiver cessent : les ministres sont prisonniers, le pouvoir reste aux Soviets.

C'est en arrivant de Russie, de retour d'exil, que Lénine a présenté les thèses d'Avril au Parti bolchévick.

Les thèses d'avril

Notre attitude envers la guerre, qui du côté russe, sous le nouveau gouvernement Lvov et Cie, en raison du caractère capitaliste de ce gouvernement, est incontestablement restée une guerre impérialiste de brigandage, n'admet aucune concession, si minime soit-elle, au «défensisme révolutionnaire».

A une guerre révolutionnaire qui justifierait réellement le défensisme révolutionnaire, le prolétariat conscient ne peut donner son consentement qu'à la condition :

a) Du passage du pouvoir entre les mains du prolétariat et des éléments pauvres de la paysannerie, proche du prolétariat :

b) De la renonciation effective et non en paroles à toutes les annexions :

c) De la rupture complète, effective, avec tous les intérêts du Capital.

Devant l'indéniable bonne foi des grandes couches de partisans du défensisme révolutionnaire dans les masses, qui n'admettent la guerre que par nécessité et non en vue de conquêtes, et étant donné que ces masses sont trompées par la bourgeoisie, il importe de leur expliquer avec un soin particulier, avec persévérance et patience, leur erreur, de leur expliquer le lien indissoluble du capital et de la guerre impérialiste, de leur démontrer que, sans renverser le capital, il est impossible de terminer la guerre par une paix vraiment démocratique et non imposée par la violence.

Organisation de la propagande la plus vaste de ces vues dans l'armée active.

Fraternisation.

2. Ce qu'il y a de particulier dans l'actualité russe, c'est la transition de la première étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat, à la deuxième étape, qui doit remettre le pouvoir entre les mains du prolétariat et des couches pauvres de la paysannerie.

Cette transition est caractérisée, d'un côté par le maximum de légalité (la Russie est en ce moment, de tous les pays belligérants, le pays le plus libre du monde) : de l'autre, par l'absence de la violence exercée sur les masses et, enfin, par l'attitude de confiance inconsciente des masses à l'égard du mouvement des capitalistes, ces pires ennemis de la paix et du socialisme.

Cette situation particulière exige de nous que nous sachions nous adapter aux conditions spéciales du travail du Parti au sein des masses prolétariennes immensément grandes, à peines éveillées à la vie politique.

3. Aucun soutien du gouvernement provisoire, démonstration du caractère entièrement mensonger de toutes ses promesses, et surtout de celles concernant la renonciation aux annexions. Démasquer le gouvernement au lieu d'«exiger», ce qui est inadmissible, car c'est semer l'illusion que ce gouvernement, gouvernement des capitalistes, cesse d'être impérialiste.

4. Reconnaître que notre Parti est en minorité, et pour le moment en faible minorité, dans la plupart des Soviets de députés ouvriers, devant le bloc de tous les éléments petit-bourgeois opportunistes, soumis à l'influence de la bourgeoisie et qui étendant cette influence sur le prolétariat, depuis les socialistes populistes en passant par les socialistes-révolutionnaires jusqu'à la commission d'organisation (Ckeidze, Ceretelli, etc., Steklov, etc., etc.).

Expliquer aux masses que les Soviets de députés ouvriers sont la seule forme possible d'un gouvernement révolutionnaire et que par conséquent, notre tâche, tant que ce gouvernement reste soumis à l'influence de la bourgeoisie, ne peut être que d'expliquer patiemment, systématiquement, avec opiniâtreté, aux masses, les erreurs de la tactique des Soviets, explication se référant surtout à leurs besoins pratiques.

Tant que nous sommes en minorité, nous faisons un travail de critique et d'éclaircissement des erreurs, affirmant en même temps la nécessité du passage de tout le pouvoir d'État aux Soviets de députés ouvriers, afin que les masses s'affranchissent, par l'expérience, de leurs erreurs.

5. Non pas République parlementaire ; le retour à celle-ci après les Soviets de députés ouvriers serait un pas en arrière, mais République des Soviets de députés ouvriers, salariés agricoles et paysans, dans le pays entier, de bas en haut.

Suppression de la police, de l'armée et du corps des fonctionnaires (c'est-à-dire : substitution du peuple armé à l'armée permanente).

Eligibilité et révocabilité à tout moment de tous les fonctionnaires ; leurs traitements ne doivent pas être supérieurs au salaire moyen d'un bon ouvrier.

6. Dans le programme agraire, reporter le centre de gravité sur les Soviets de députés des salariés agricoles. Confiscation de tous les domaines des propriétaires fonciers.

Nationalisation de toutes les terres dans le pays : les terres sont mises à la disposition des Soviets locaux de députés des salariés agricoles et des paysans. Formation de Soviets de députés des paysans pauvres. Création dans tout grand domaine (de 100 à 200 hectares, en tenant compte des conditions locales et autres et de l'avis des institutions locales) d'exploitations modèles placées sous le contrôle du Soviet de députés agricoles et travaillant au compte de la communauté.

7. Fusion immédiate de toutes les banques du pays en une seule banque nationale placée sous le contrôle du Soviet de députés ouvriers.

8. Non pas «l'instauration» du socialisme, comme notre tâche immédiate, mais simplement le passage immédiat du contrôle de la production sociale et de la répartition des produits par le Soviet de députés ouvriers.

9. Tâches du Parti :

a) Convoquer immédiatement le Congrès du Parti ;

b) Modifier le programme du Parti, principalement :

1) Sur l'impérialisme et la guerre impérialiste.

2) Sur l'attitude envers l'Etat et notre revendication d'un «Etat-Commune» (c'est-dà-dire d'un Etat dont la Commune de Paris a été la préfiguration).

3) Corriger l'ancien programme minimum, qui a vieilli.

c) Changer la dénomination du Parti (au lieu de «social-démocrate», dont les chefs officiels «défensistes» «kautskistes hésitants» ont trahi le socialisme dans le monde entier et sont passés à la bourgeoisie. Il faut s'appeler Parti Communiste.).

10. Rénover l'Internationale.